BOYCOTT CONTRE L'AFRIQUE DU SUD
SOUTIEN AU NICARAGUA

Un journal édité en commun par la Coordination nationale des Comités Amérique Centrale et le mouvement anti-apartheid

Numéro spécial de "Correos de Centroamerica", No 46a, et des "Anti-Apartheid-Nachrichten", No 6

Des Suisses torpillent le droit à l'autodétermination du Nicaragua et des Noirs d'Afrique du Sud

Des groupes de pression en faveur des "contras" et de l'apartheid

Des groupes restreints, mais très bruyants et dotés d'importantes ressources financières, s'agitent toujours plus hardiment contre tous les secteurs qui plaident en faveur d'une fin rapide du système d'apartheid en Afrique du Sud. Ce sont ces mêmes groupes de pression qui tentent de donner une allure présentable aux marionnettes des USA, les "contras" nicaraguayens.

P. Jürg Frischknecht

Pratiquement, personne en Suisse n'ose soutenir ouvertement l'apartheid, le régime raciste d'Afrique du Sud, qui permet aux banques et aux entreprises suisses de faire rapidement des gains. Les groupes de pression, qui défendent ces possibilités de profit, et donc nécessairement l'apartheid, se présentent comme des partisans d'une politique de réformes, qui devrait en finir à terme avec la ségrégation raciale. Mais s'il vous plaît, pas trop vite ! Nous profitons si bien de la situation actuelle. Par conséquent, ce groupe de pression attaque ici tous ceux qui, dans les Eglises, les médias et la politique, défendent une politique clairement opposée à l'apartheid.

Le plus zélé de ces divers groupements pro-apartheid, c'est le "Groupe de travail Afrique du Sud" (ASA), présidé par le conseiller national UDC Christoph Blocher (EMS-Chimie). L'administrateur est l'éditeur du *Schweizerzeit* Ulrich Schlüer, qui a passé des rangs du Mouvement républicain [1] à ceux de l'UDC. L'ASA envoie régulièrement des bulletins d'information à 350 journalistes et 3100 personnes. Schlüer est aussi le propagandiste le plus zélé pour les affaires sud-africaines : chaque automne, l'ASA organise un séminaire, où le racisme est subtilement et allègrement dosé: "Culturellement, les Noirs en sont restés au stade de la chasse et de la cueillette", prétendent ceux-là mêmes qui chassent et cueillent des francs, en général rapidement. A un séminaire de l'ASA, Jürg L. Steinacher, de l'Institut suisse d'étude sur les pays de l'Est, déclarait au sujet des secteurs des Eglises et des médias opposés à l'apartheid : "Ces idiots ne remarquent même pas comment ils sont manipulés par l'Est."

Depuis des décennies, l'Institut suisse d'étude sur les pays de l'Est (SOI) est le chien de garde anticommuniste de l'Occident en Suisse, ce qui a valu au directeur de l'Institut, le conseiller national UDC Peter Sager, le surnom de "chien du SOI". Mais Sager est aussi une des trois sommités de la "contra" suisse, le "Rassemblement pour un Nicaragua démocratique" (VDN), présidé par l'industriel zurichois Alexander Eugster. Le Bureau de Genève est dirigé par Jaime Pasquier, ancien représentant du Nicaragua auprès de l'ONU à Genève. Au moyen de voyages de parlementaires, de conférences de presse et d'un service d'information, le VDN soutient la politique sanguinaire de Reagan contre le Nicaragua. Même si la "contra" suisse n'aime pas se l'entendre dire, le travail de propagande des "contras" est soutenu financièrement par la CIA, comme le prouvent des documents connus : la CIA met à disposition pour le travail de propagande en Europe 100 000 dollars par mois.

Sager reçoit aussi le soutien de l'ambassade US à Berne, qui le fournit en matériel, par exemple pour attaquer les articles du *Tages-Anzeiger* sur le Nicaragua. Les efforts de Sager sont appuyés par l'ambassadrice US Faith Whittlesey, qui s'invite elle-même dans les rédactions d'importants médias et s'en prend aux journalistes — par bonheur sur un ton si agressif que ses démarches se sont plutôt heurtées à des refus. Soit dit en passant, on remarquera que les autorités fédérales, qui avaient fait une affaire d'Etat avec l'activité de l'agence soviétique Novosti, tolèrent avec résignation les interventions autrement plus grossières de l'ambassade US.

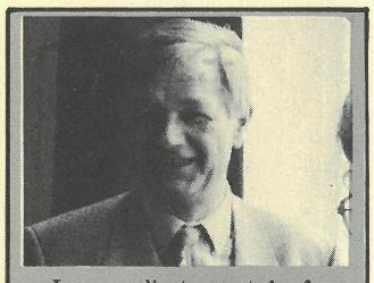
La "contra" suisse, qui soutient la politique agressive d'une grande puissance contre le droit à l'autodétermination d'un petit pays, ne peut pas encore compter sur un large soutien. Toutefois, deux groupements l'ont rejointe : le groupe d'étudiants d'extrême droite JES, quelque chose comme un simple club de fans de Reagan ; et l'Action "Eglise, où vas-tu ?", dont des membres éminents comme Markus Herzig (actif également dans le "Club Hofer") [2] et Sonja Daeniker ont aussi donné leur appui au VDN. L'Action "Eglise, où vas-tu ?", malgré son nom trompeur, n'est pas tellement un rassemblement de personnes engagées au sein des Eglises ; il s'agit plus d'un "Club Hofer" de l'Eglise, un club d'étranges patriotes, qui veille à ce que l'Eglise ne s'engage pas trop en faveur du Royaume de Dieu sur terre, par exemple dans le sens de la théologie de la libération. Le but de ce club est de gêner, ou mieux encore de neutraliser, l'engagement de l'Eglise et des chrétiens en faveur d'une politique antiraciste et de changement de société. L'Action "Eglise, où vas-tu ?", également administrée par Schlüer, l'éditeur du *Schweizerzeit*, envoie régulièrement, comme l'ASA, des circulaires à des centaines d'adresses.

Comme "contrepoids à la désinformation de l'opinion publique sur le Nicaragua", l'Action "Eglise, où vas-tu ?" a organisé en novembre de cette année une journée à Schönbühl, près de Berne, en se référant à l'anticommunisme le plus plat : "Le Nicaragua est un système fasciste de gauche, comme depuis 70 ans en URSS et depuis 27 ans à Cuba." L'*Aargauer Tagblatt*, qui se veut le vaisseau-amiral de la presse de droite suisse, commentait cette journée avec la manchette suivante : "Le but des sandinistes : une dictature communiste" ; la *Neue Zürcher Zeitung* se voulait un peu plus modérée avec le titre "Nicaragua antidémocratique". Quiconque fait beaucoup de bruit peut espérer un écho dans une partie des médias.

A ce propos, on n'a pas connaissance que tous ces groupes, maintenant tant préoccupés par les droits de l'homme au Nicaragua, se soient engagés contre les nombreuses dictatures militaires d'Amérique latine.

1. Mouvement républicain : parti fondé par James Schwarzenbach, aujourd'hui dissous.

2. Club Hofer : association de surveillance de la radio et de la TV, fondée par le conseiller national UDC Hofer. Filiale romande : FRTA (Fédération romande des téléspectateurs et auditeurs).



Les syndicats sont la force émancipatrice de la classe laborieuse dans le monde entier. Le droit à l'autodétermination en est une condition impérative. C'est pourquoi je me sens solidaire des syndicats noirs d'Afrique du Sud, qui comptent parmi les champions les plus importants de l'égalité des droits, ainsi que du peuple nicaraguayen, qui s'est libéré de ses propres forces de quatorze ans de dictature. Les deux peuples ont le droit de suivre leur propre voie. Aidons-les à le faire !

Karl Aeschbach
Secrétaire USS
Président OSEO

Pour la solidarité et la justice

Le respect des droits de l'homme est une condition essentielle pour la paix. Voilà pourquoi il est si important de lutter contre toute forme d'oppression et de persécution. Les êtres humains persécutés et méprisés à cause de leurs opinions ou de la couleur de leur peau ont besoin de notre soutien énergique. L'indifférence peut tuer, l'engagement est vital. Personne ne doit inconsciemment devenir le complice d'atrocités et dire plus tard : "Je ne savais pas." Pour éviter cela, sensibilité et vigilance sont indispensables !

Angéline Fankhauser
conseillère nationale du
Parti socialiste

"AVOIR RAISON" (rapports de forces) OU JUSTICE

Qu'on ne me dise pas que l'on agit au nom de son prochain lorsqu'il apparaît clairement que ce sont des intérêts personnels qui sont en jeu. Je ne fais pas uniquement allusion à l'argent et la propriété, mais aussi à un système de valeurs qui, progressivement, est assimilé au possesseur (détenteurs de biens) et établi par ce dernier. D'abord fut la vérité, rien que la vérité. D'abord le droit et le verbe. Blancheur, chrétienté, libéralisme, libre entreprise, liberté-individualisme sont les qualificatifs de marque qui sont attribués.

Pour les détenteurs du pouvoir, il s'agit uniquement d'imiter, de copier notre société de consommation, imiter nos élus privilégiés qui se réclament de Dieu à travers l'argent, pourvus de terres, de biens. Ceci résulte, finalement, de notre prétention d'avoir trouvé la vérité, vérité acquise et conservée en avançant sur les cadavres. En regard de tout ce contexte en arrière-plan, il est aisé de saisir l'attitude des prétendus chrétiens qui s'acharnent d'une manière satanique contre le Nicaragua — prise de sanctions contre ce dernier — et, parallèlement, se prononcent "angéliquement" contre le boycott économique de l'Afrique du Sud sous prétexte de vouloir protéger les Noirs. Où l'ordre (selon nos normes) est compromis, toute action entreprise pour le rétablir est légitimée au nom de la défense — mensonges et impostures. Où règne la dictature ainsi qu'une violation perpétuelle des droits de l'homme, on pardonne et on justifie car il s'agit de notre "monde libre", l'occident en l'occurrence ; vérité abstraite, autodétermination et autonomie l'obligent.

Lorsque les représentants de gauche s'impliquent dans le processus révolutionnaire nicaraguayen ainsi que dans celui de la libération de la majorité noire d'Afrique du Sud, la droite se prononce en faveur des élus américains, jamais du côté des opprimés.

Celui qui sait lire les écritures bibliques, et qui ne se contente pas de mettre en relief quelques phrases livresques, sait que l'interprétation d'un échec — lors de transformations (changement de système) — comme étant une trahison et une absence de tenue de parole relève du pharisianisme. Lorsque les Noirs d'Afrique du Sud me disent : "Nous voulons ce boycott car nous voyons qu'il est l'unique issue, momentanément, pour éviter un bain de sang", alors je fais un lien. Lorsque la majorité nicaraguayenne me dit : "Nous voulons poursuivre notre chemin", et que ce chemin rencontre des résistances uniquement du côté des riches, des propriétaires, des fanatiques de la vérité, des guerriers, alors je me prononce en faveur d'un climat ouvert à l'expérimentation avec une solidarité critique à l'appui.

Soyons sincères ! Malheureusement, il s'agit de pouvoir, d'un jeu avec la vérité ; il ne s'agit guère de l'être humain, du concerné. Pour cette raison, nous voulons poursuivre l'édification d'un Nicaragua libre ainsi que la résistance contre la dictature. Pour cela nous voulons appuyer la résistance au régime d'apartheid en Afrique du Sud et nous exigeons le boycott des racistes blancs.

Al Imfeld

Les Etats-Unis et la bombe «M»

Une bombe est allumée aujourd'hui en Amérique centrale — la bombe "M", "M" pour Misère. Elle s'accumule dans les ventres des enfants martyrisés, se lit au fond du regard des paysans martyrisés, se voit dans les bras fatigués des femmes du peuple et se terre dans les recoins des salles de torture.

La bombe "M" est dévastatrice. C'est elle qui sert de détonateur aux coopératives paysannes, aux comités des droits de l'homme, aux associations de femmes, aux syndicats et aux groupes de jeunes. C'est elle qui fournit la flamme aux mouvements populaires innombrables qui, en Amérique centrale, luttent et s'engagent pour la libération sociale et nationale.

Pourtant, ce n'est pas la bombe "M" qui menace les Etats-Unis, grande puissance qui a trop longtemps appuyé les dictatures et toutes les oppressions dans cette arrière-cour qu'est l'Amérique centrale.

Pourquoi alors, le ministre de la Défense des Etats-Unis, M. Caspar Weinberger, doit-il qualifier les mouvements populaires de "menace la plus immédiate à la sécurité du monde libre jusqu'à la fin de ce siècle"?

Pourquoi, alors, le président Reagan doit-il déclarer une "guerre de basse intensité", selon la terminologie officielle, aux mouvements populaires d'Amérique centrale?

Les leçons du Vietnam...

Face aux crises et insurrections populaires dans les pays du tiers monde, les Etats-Unis ont tiré quelques leçons de la débâcle barbare infligée au Vietnam:

* détruire les mouvements populaires organisés, par les moyens politiques et militaires;
* encadrer la population civile militairement et avec des programmes sociaux;
* gagner l'opinion publique occidentale à soutenir une intervention militaire directe, en cas d'échec de ces mesures.

Pourquoi ces leçons-là? Tout simplement, parce que la volonté d'autodétermination sociale et nationale des mouvements populaires du tiers monde ne cadre pas avec la volonté d'hégémonie du gouvernement actuel des Etats-Unis.

Or, ce scénario se déroule actuellement sous nos yeux, comme un film au ralenti, en Amérique centrale.

... appliquées à l'Amérique centrale

Le 16 octobre dernier, Ronald Reagan a signé la loi accordant un crédit de 100 millions de dollars à l'armée mercenaire antinicaraguayenne, la "contra". Basée au Honduras, la "contra" a pour objectif de créer le maximum de chaos économique et social, précipitant les conditions d'une chute — hypothétique — du gouvernement élu du Nicaragua. Un tel crédit représente peu de chose pour le budget nord-américain, mais énormément de souffrances pour le peuple nicaraguayen. Yvan Leyvraz et Maurice Demierre en ont été les témoins.

Le tragique tremblement de terre à San Salvador, capitale du Salvador, a mis en lumière la misère et le dénuement de la majorité de la population de ce pays. Depuis cinq ans maintenant, le Salvador est un "laboratoire" de la stratégie de "guerre de basse intensité". Les campagnes sont vidées de leurs populations paysannes, soumises aux bombardements et à la politique de "terre brûlée". Les bidonvilles croissent, les gens s'y entassent toujours plus. Quand survient une catastrophe naturelle, ils se retrouvent encore plus démunis qu'auparavant.

En Suisse, pays lointain de l'arène centro-américaine, les effets de la "guerre de basse intensité" se font sentir: pressions sur la presse, le gouvernement et le parlement par l'ambassadrice Whittlesey.

Désamorcer ou intervenir?

La stratégie des Etats-Unis a déjà causé des souffrances incalculables et n'a même pas été capable de désamorcer la bombe "M". Aussi les Etats-Unis vont-ils devoir faire un choix: désamorcer en laissant des mouvements populaires accéder au pouvoir ou intervenir directement pour les écraser.

Nous devons, et pouvons, peser sur ce choix en nous engageant aujourd'hui pour l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale!

Jacques Schneider

Nicaragua, une menace pour la sécurité des Etats-Unis?

Pour le président des Etats-Unis, Ronald Reagan, le Nicaragua constitue une "menace extrêmement sérieuse de la sécurité nationale des EE-UU". Apparemment, Reagan est très effrayé par ce petit pays, situé dans son arrière-cour, mais indépendant de l'impérialisme US.

Bernard Rios, paysan de Waslala au nord du Nicaragua et membre du conseil communal, nous dit: "Ce que nous désirons, c'est l'indépendance... Depuis la Révolution, nous avons appris que nous sommes des êtres libres et que nous avons le droit de choisir nous-mêmes nos amis. Ce n'est quand même pas notre problème, si les Etats-Unis considèrent nos amis comme leurs ennemis! Peut-être que cela ne plaît pas au gouvernement des Etats-Unis que des Suisses (œuvres d'entraide) nous aient financé un centre de rencontre de paysans. Mais il serait alors bien mieux, continue-t-il, que ce soient les Etats-Unis eux-mêmes qui nous donnent la même chose, à la place de nous imposer la guerre."

Mark Wyrsch
secrétariat de la coordination nationale des comités Amérique centrale

Solidarité avec le Nicaragua: pourquoi?

Un petit pays pauvre s'attelle à une tâche prodigieuse: éliminer les causes de sa pauvreté. Sur ce, la plus grande puissance mondiale intervient, celle dont l'économie du Nicaragua dépendait entièrement jusque-là: les ports sont minés, un blocus économique total est organisé, une armée de mercenaires est rapidement levée et approvisionnée en armes. Toute forme de solidarité avec le Nicaragua n'est de ce fait rien d'autre que la réponse spontanée que tout être humain ayant tant soit peu de conscience morale se sent poussé à donner en voyant cette situation. Celui qui connaît la situation au Nicaragua sait que la solidarité pratique est importante — chaque franc compte.

Prof. Dr méd. F. Cavalli

«Pour notre et votre liberté»

Par Jean Ziegler[1]

En juillet 1979, quelques jours après l'entrée des sandinistes survivants à Managua, le président James Carter adressa une lettre à la direction du Front. Carter écrivait: "Nous nous sommes trompés. Nous avons appuyé Somoza. Vous avez gagné. Mais si vous êtes prêts à adopter une constitution, élire un parlement, à faire des élections générales, nous vous reconnaîtrons." Tomas Borge, le plus ancien parmi les neuf commandants de la direction du FSLN, répondit: "Monsieur le président, *notre peuple a déjà voté; avec son sang.*" Mars 1982: le nouveau président américain Reagan arme les 12 000 gardes somozistes réfugiés au Honduras, des mercenaires, des tueurs de la CIA — et les lance contre le Nicaragua. Novembre 1984: le peuple nicaraguayen élit, pour la première fois depuis 42 ans, une assemblée constituante et un président. Les sandinistes gagnent la grande majorité des voix dans ces élections totalement libres, surveillées par la communauté internationale. Pourtant, jour après jour, le blocus nord-américain continue, les tueurs payés par Reagan massacrent des enfants, des femmes, des hommes. *Maurice Demierre, Yvan Leyvraz* figurent parmi les 11 000 victimes civiles de cette guerre non déclarée.

De l'autre côté du golfe de Fonseca, au Salvador, les combattants de cinq organisations de résistance — des chrétiens et des socialistes pour la plupart — réunis dans le Front Farabundo Martî luttent depuis six ans contre l'oligarchie locale, appuyée sur le grand capital nord-américain. Au Guatemala, l'ORPA et l'EGP combattent pour la réforme agraire, pour plus de justice sociale, de liberté contre les dictatures militaires successives et les régimes compradores. Au Honduras, le combat, faible encore, s'organise, regroupant les plus pauvres. Reagan prétend que le Nicaragua menace la frontière sud des Etats-Unis et met en question la sécurité nationale. Délire? Comment un petit peuple pauvre comme Job, de 3 millions de créoles aux pieds nus, vivant sur une terre accidentée de 270 000 km^2 à 3000 kilomètres au sud du Texas, pourrait-il menacer la sécurité de la plus grande puissance militaire de la planète?

Ronald Reagan, malgré son mensonge et son *cynisme sanglant*, n'a pourtant pas totalement tort: la force de l'exemple, le rayonnement des 18 ans de lutte de libération nationale (1961-1979) sandiniste sont plus puissants que cent bombes atomiques. Car, dans l'imaginaire des peuples centraméricains d'abord, et des peuples de tout le continent latino-américain ensuite, *la victoire sur l'empire devient une espérance réaliste.* Selon la Banque Mondiale (Annuaire 1985), 23 o/o des 480 millions de Latino-américains sont gravement sous-alimentés, 37 o/o vivent en-dessous du seuil absolu de pauvreté, 41 o/o de la population vit dans des bidonvilles. Pour des dizaines et des dizaines de millions de familles, chaque jour et chaque nuit qui passent ne sont qu'un interminable martyre.

Pendant ce temps, les sociétés multinationales financières, industrielles, commerciales — américaines, allemandes, japonaises, suisses, qui détiennent le pouvoir économique dans pratiquement tous ces pays — accumulent des profits astronomiques. La dette extérieure des pays latino-américains dépasse aujourd'hui les 400 milliards de dollars (110 milliards pour le seul Brésil).

Contre un tel système de misère, d'exploitation et contre l'horreur policière qui le sous-tend et le rend possible, seule la rupture, seule l'insurrection — dans la plupart des cas — fait renaître l'espoir. En 1831, lorsque le peuple polonais se dressait contre l'occupation tsariste, *Tchersinsky* écrivait cet appel au peuple russe: "*Nous luttons pour notre, pour votre liberté.*" Il s'agit de la même chose aujourd'hui pour les peuples d'Amérique centrale: leur lutte est la lutte *de la nation contre l'empire, de l'homme contre la bête.* Au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala, tous les jours, des hommes, des femmes meurent *pour notre liberté.*

1. Auteur de *Contre l'ordre du monde: les rebelles,* Editions du Seuil, Paris, 1985.

Pourquoi poursuivre la collaboration au développement au Nicaragua?

Après l'agitation des derniers mois, au cours desquels deux Suisses ont été tués au Nicaragua, plusieurs projets avec participation suisse ont été partiellement détruits par les attaques des contras et une violente controverse a eu lieu dans le public sur le sens et le non-sens de la collaboration au développement dans ce pays, un calme relatif s'est rétabli — au moins provisoirement.

Si triste cela soit-il, la mort de Maurice Demierre et d'Ivan Leyvraz ainsi que les dommages dont ont souffert les investissements suisses (dont une partie a été financée par la Confédération) ont tout de même réussi à faire clairement comprendre à la population suisse qui sont les contras, qui se cache derrière eux, avec quels moyens ils opèrent, quelle morale ils ont, bref: qu'ils sont essentiellement une bande de terroristes. Nous ne comprenons pas comment certains milieux en Suisse peuvent voir dans les contras de soi-disant "combattants pour la liberté".

Nous ne cherchons pas à fermer les yeux sur les erreurs des sandinistes ou à les enjoliver. Mais on ne peut pas reprocher à ce pays de violations systématiques des droits de l'homme, qui sont monnaie courante dans les pays avoisinants, le Salvador, le Honduras et le Guatemala, bien que la presse n'en fasse que rarement mention. Malgré la menace d'agressions externes qui pèse depuis des années sur l'existence du Nicaragua et la restriction des libertés qui en découle, il convient de souligner la magnanimité avec laquelle les autorités offrent des amnisties aux ennemis de la révolution, la liberté de mouvement dont on jouit à Managua, même de critiques suisses aussi hostiles à ce pays que Peter Sager et Pierre Gygi.

Contrairement à ce qui se passe dans les autres pays d'Amérique centrale, il y a au Nicaragua une forte concordance entre la politique gouvernementale et les besoins matériels ainsi que les problèmes sociaux les plus urgents de la population. Il serait cynique, et cela ferait le jeu des contras et du gouvernement des USA qui est derrière eux, de cesser d'apporter notre soutien aux paysans du nord du Nicaragua et de capituler ainsi devant les méthodes terroristes des contras, lesquels s'attaquent principalement à des objectifs civils. Nous trouverions absurde de laisser tomber les paysans et de les punir en nous retirant, étant donné que les responsables des victimes et des destructions, ainsi que ceux qui les ont provoquées, se trouvent dans les camps des contras au Honduras ou dans les milieux gouvernementaux à Washington.

Notre attitude signifie aussi une prise de position politique. Nous soutenons la Cour Internationale de La Haye qui, dans son jugement de juin 1986, condamne clairement l'agression US contre le Nicaragua et oblige les USA à une indemnisation.

Nous ne sommes pas les seuls à penser que des projets de développement peuvent être réalisés avec succès au Nicaragua. Soixante organisations d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, toutes les œuvres d'entraide de l'Eglise, les responsables des organisations de l'ONU ainsi que des services officiels d'aide au développement arrivent à la même conclusion: le Nicaragua offre des conditions relativement favorables pour des projets de développement et un taux élevé de participation de la population, ce que confirment aussi des experts suisses officiels sur le terrain et à Berne.

Max Leuzinger
collaborateur OSEO

NOTRE PROJET AU NICARAGUA

Financement et construction de maisons d'habitation et de l'approvisionnement en eau dans le projet "Maurice Demierre" sur la plantation de café collectivisée "La Fundadora". Avant la révolution, cette plantation faisait partie des immenses domaines de l'ex-dictateur Somoza. Le projet est réalisé en collaboration avec le syndicat des ouvriers agricoles ATC. Les brigades de solidarité suisses participent de manière décisive à la réalisation du projet.

* Les dons peuvent être versés au CCP: 80 - 4228 - 7, Action Nicaragua — Afrique du Sud, Zurich. Mention: projet Nicaragua.

Solidarité entre femmes

Au Nicaragua, les femmes souffrent à la fois du machisme et d'une guerre qui leur est imposée. Bien qu'elles aient participé au processus de libération, elles n'ont pas reçu la place qui leur revenait au sein de la société. Malgré les obstacles et les privations, elles luttent avec beaucoup d'ardeur pour le droit de disposer d'elles-mêmes, qui, là comme ailleurs, est indispensable au développement d'une société juste. Ce processus a démarré au Nicaragua lors de la victoire de la révolution sandiniste. Nous avons beaucoup à apprendre des femmes du Nicaragua et nous les soutenons: comme nous — mais de manière beaucoup plus directe — elles vivent sous la menace de l'impérialisme et, comme nous, elles exigent le droit de disposer d'elles-mêmes.

Gaby Favre
Comité Femmes — Amérique centrale, Zurich

Afrique du Sud: la faillite d'une politique

Le noyau du conflit qui secoue l'Afrique du Sud est bien connu : il réside dans la politique raciste et impérialiste du régime sud-africain, qui opprime la population de couleur du pays, occupe illégalement la Namibie voisine et menace directement la sécurité et l'intégrité territoriale de l'Angola, du Mozambique et des autres Etats du front.

Depuis la proclamation de l'état d'exception en juin dernier (dixième anniversaire de la révolte de Soweto), plus de 20 000 personnes ont été emprisonnées. Les tortures pratiquées sur les prisonniers politiques sont monnaie courante en Afrique du Sud. Cette fois, ce sont particulièrement les syndicalistes qui font l'objet de la répression. Environ 80 o/o des milliers de syndicalistes emprisonnés sont des membres actifs d'associations rattachées à la puissante fédération syndicale COSATU. Depuis sa création en automne 1985, la COSATU a rapidement gagné en force et en importance pour devenir aujourd'hui un élément redouté par le régime de l'apartheid. Aussi n'est-il pas surprenant que les travailleurs organisés soient maintenant la cible de la répression. Cruel est le constat de la COSATU : "Nous avons dû voir emprisonner plus de 70 personnalités dirigeantes en vertu de l'état d'exception; plusieurs autres se sont vues contraintes de passer dans la clandestinité... sans parler des masses de travailleurs et de délégués du personnel qui ont été arrêtés au cours de grèves spontanées de protestation contre l'état d'exception."

Le drame macabre de Reagan

Face à cette situation, l'administration Reagan proteste mollement. "Exercer une pression économique sur l'Afrique du Sud, relève George Schultz, rendrait la situation plus désespérée." Les USA doivent "respecter leurs engagements" et poursuivre une "politique constructive", à laquelle Prétoria n'oppose précisément que du mépris. Mais l'incapacité du gouvernement américain d'apporter une réponse correcte aux événements d'Afrique du Sud revêt d'autres proportions. Le sénateur Edward Kennedy a raison lorsqu'il dit : "Ce que fait le régime africain ne joue aucun rôle; peu importe le nombre d'innocentes victimes, le nombre de pays voisins en butte à des attaques, le nombre d'enfants torturés... l'administration poursuit une fausse politique, qui place les Etats-Unis du mauvais côté de l'histoire."

Je ne peux m'empêcher de me poser sans cesse cette question : si 1800 Américains blancs et Européens avaient été tués pendant les vingt derniers mois par les Noirs d'Afrique du Sud, le monde occidental admettrait-il que le président Reagan ne fasse rien d'autre que d'exprimer des regrets ambigus? Ne ferait-il rien pour s'opposer à une petite minorité noire qui recourrait à des méthodes totalitaires pour maintenir son pouvoir politique? Qui assassinerait des milliers de Blancs, réduirait la presse au silence et couperait tous les téléphones? Qui ridiculiserait la diplomatie européenne et américaine? Ma réponse est non. L'Europe ne se contenterait pas de palabres, et un président par ailleurs toujours prêt à faire intervenir la puissance américaine dans le monde s'en servirait certainement aussi en Afrique du Sud. Il ne répugnerait pas à des pressions économiques. Il ne prétendrait pas que l'Amérique a fait tout ce qu'elle a pu.

Reagan a montré plus de zèle lorsqu'il s'est agi de décréter des sanctions contre la Pologne et le Nicaragua, quelles qu'en pussent être les conséquences pour les citoyens polonais et nicaraguayens. Là, il fallait "défendre la liberté". Mais lorsqu'il s'est vu sollicité par toute la race noire de décider des sanctions contre le régime sud-africain (aucune citoyen polonais ou nicaraguayen ne lui a jamais adressé de telles demandes), il s'y est opposé sous prétexte que cela aurait plus d'effets négatifs que positifs pour les Sud-Africains noirs. Reagan ne s'est pas départi jusqu'ici de cet argument cousu de fil blanc, même lorsque les Africains du Sud (Azanians) et les Etats du front l'assurent qu'ils sont prêts à supporter les sacrifices que des sanctions contre l'Afrique du Sud entraîneraient pour eux. Le Congrès américain, à tout le moins, a désavoué la politique de Reagan en Afrique du Sud et s'est prononcé clairement en faveur de telles sanctions à l'endroit du régime de l'apartheid. Si elles étaient appliquées, ces sanctions iraient nettement plus loin que celles décrétées par les pays de la CEE. Pour cela, la Suisse a de la peine pour une fois à imiter les Etats-Unis...

L'une des contradictions les plus atterrantes de l'Afrique du Sud — et Dieu sait s'il y en a déjà assez — est que ce pays se considère comme chrétien. L'Afrikaaner blanc croit fermement que le pouvoir qu'il exerce sur la majorité noire et de couleur correspond au plan divin, même si l'Eglise officielle des Afrikaaners n'ose plus y souscrire officiellement aujourd'hui. Mais ce dogme demeure apparemment, pour la minorité blanche, un mythe assez commode pour l'inciter à faire fi de tout bon sens.

Matthias O. Ezioba
politologue nigérian
établi en Suisse

Les grandes banques suisses sont d'une importance vitale pour le régime de l'apartheid

"Switzerland holds the key", a écrit récemment la revue économique anglaise *The Economist* à propos du rôle des grandes banques suisses dans le commerce de l'or avec le régime de l'apartheid. Le directeur commercial sud-africain d'une mine d'or a confirmé à un rédacteur du *Financial Times* l'importance du soutien des grandes banques suisses pour le régime raciste d'Afrique du Sud : "Ce qui est capital pour nous, ce sont les grands acheteurs *(d'or, la réd.)*. Le dernier avion à quitter l'Afrique du Sud sera certainement l'avion Swissair de l'Union de Banques Suisses."

Jean-Michel Berthoud
secrétaire de l'AAB

Pas d'apartheid sans la Suisse

Il faut être conscient qu'il existe une sorte de division internationale du travail : bien que les USA jouent un rôle de policiers sur le plan mondial, l'Afrique reste surtout l'arrière-pays de l'Europe. C'est ainsi que les trois quarts des relations économiques de l'Afrique du Sud avec l'étranger (investissements, marché des capitaux, commerce) se déroulent en Europe. C'est à Paris, Bonn et Genève que les "contras" sud-africains se rencontrent. Ils n'ont pas seulement de bonnes relations avec les USA, mais aussi avec les milieux économiques et les gouvernements d'Europe.

C'est en ce point qu'intervient notre responsabilité en Suisse. Notre pays joue un rôle particulier en tant qu'ami du régime de l'apartheid : la commercialisation d'un quart des exportations sud-africaines (y compris l'or) passe par le marché suisse. La Suisse en tant que place financière est un bailleur de fonds particulièrement important pour l'Etat de l'apartheid. Et la crainte de voir la Suisse devenir le pays où il sera possible de tourner les sanctions n'est pas dénuée de fondement.

Le fait qu'un Suisse, Fritz Leutwiler, ait mené pour l'Afrique du Sud les négociations relatives à l'allègement de la dette n'est pas dû au hasard. Il a ainsi pris à revers la résistance sud-africaine et le mouvement en faveur de sanctions qui s'est développé aux USA. Il est peu probable qu'une personnalité marquante du monde des finances d'un autre pays européen se serait mise à disposition pour ce travail. Ne sommes-nous pas aussi complices du fait que Leutwiler ait pu se le permettre?

Pas de solidarité de dernière minute avant ou après la victoire

Les rapports de pouvoir en Afrique du Sud, où 15 o/o de Blancs contrôlent un puissant appareil économique et militaire, sont à peu près les mêmes que partout dans le monde : ils ne laissent guère d'espoir aux opprimés et aux pauvres. Et les conflits risquent de durer encore des années.

Les mouvements de résistance sud-africains ont compris depuis longtemps qu'ils ne réussiront pas à eux seuls à supprimer le système de l'apartheid. Ils nous appellent depuis plus de vingt ans à exercer des pressions économiques et politiques sur l'Afrique du Sud. Un fort mouvement en faveur de sanctions s'est développé entre temps, surtout aux USA et dans les pays scandinaves. Les sanctions visent notamment à priver les détenteurs du pouvoir des moyens économiques de leur domination, en particulier de ceux qu'ils utilisent pour les guerres coûteuses et la répression. Et dans le cas du Nicaragua, il s'agit notamment d'aider le pays à survivre sur les plans économique et politique malgré la guerre que lui imposent les USA. Cela va aussi exiger des années de solidarité.

Exiger des sanctions signifie se mêler de la politique économique. Une nouvelle forme de mouvements de citoyens doit se développer chez nous, un mouvement agissant sur le plan économique : nous nous en mêlons et nous utilisons toutes les possibilités de pression que nous avons en tant qu'employé(e)s, consommateurs/trices et propriétaires.

C'est loin d'être facile et cela nécessite un long travail opiniâtre et beaucoup d'organisation. De nombreux tabous doivent encore être renversés en Suisse : ceux qui, par exemple, font dire que tout cela ne sert à rien ou que nous ne devons pas nous mêler de l'économie.

Aux USA, le mouvement en faveur de sanctions a travaillé durant vingt ans avant d'en arriver au stade actuel. En Suisse, nous n'en sommes qu'au début. Mais pourquoi ne devrions-nous pas continuer d'avancer? Il le faut! La Suisse est le seul pays ayant des relations économiques importantes avec l'Afrique du Sud qui n'ait pas encore pris de sanctions.

Mascha Madörin
Action Boycott de
l'Afrique du Sud

Le Zimbabwe reste toujours un exemple

Pourquoi me suis-je engagé contre l'apartheid ?

(Dr Lukas Vischer, professeur en théologie œcuménique à Berne)

D'abord parce que j'ai de nombreux amis noirs pour qui — je le vois — le système de l'apartheid signifie avilissement, humiliation et souffrance.

Ensuite, à la différence d'autres situations semblables dans le monde, l'oppression des Noirs en Afrique du Sud met en jeu la crédibilité de l'Evangile.

Les séparations en Afrique du Sud sont un test important pour les Eglises. L'Eglise peut-elle montrer que l'Evangile est, au plus profond de lui, source de la dignité humaine et de l'espérance en un avenir communautaire.

Dr Lukas Vischer
professeur en théologie
œcuménique à Berne

Par Bruno Diesen, Swissaid

Il y a six ans, après une guerre civile sanglante, le Zimbabwe est parvenu à se libérer du joug de l'apartheid. Avec une énergie incroyable, le nouveau gouvernement et la population se sont attelés à la reconstruction du pays. Dans le nouvel Etat, le développement ne doit pas profiter seulement à une petite minorité blanche. Malgré le lourd héritage et la menace permanente qu'est l'Afrique du Sud, des progrès significatifs ont pu être réalisés.

Pour bien des gens, le Zimbabwe représente l'exception, le seul pays en Afrique dont le développement ait réussi. Après une longue guerre civile, ce pays a atteint des objectifs qui ne sont encore pour de nombreux pays africains que des rêves. Par d'importants efforts, il a assuré son autosuffisance alimentaire et est même devenu exportateur. Aujourd'hui, 99 o/o des enfants sont scolarisés et le pays dispose d'un bon service de santé. Et, ce qui est exceptionnel dans le contexte africain, le pays jouit d'une relative stabilité économique, d'une infrastructure routière, ferroviaire et des ressources énergétiques exemplaires. Les rapports entre les populations noire et blanche sont détendus.

Alors pourquoi accorder à ce pays une aide au développement ?

On se demandera pourquoi Swissaid veut continuer de travailler dans un pays dont on vient de tracer un portrait optimiste. Mais les réussites ne doivent pas nous faire oublier que bien des problèmes sont loin d'être résolus.

— Les meilleures terres, presque la moitié du territoire national, continuent d'être la propriété exclusive de quelques milliers de fermiers blancs et de multinationales. L'autre moitié du pays, les "communal lands", comme on les appelle, sont surpeuplés et bien sûr surexploités. La nature de ces sols et le climat sont défavorables au travail du paysan qui, pendant lès longues années de sécheresse, ne peut récolter assez pour nourrir sa famille.

— Les grandes disparités sociales entre populations noire et blanche, entre les habitants de la ville et de la campagne existent toujours.

— Les 80 000 à 100 000 jeunes qui sortent de l'école chaque année vont grossir la masse des chômeurs, ce qui ne peut que renforcer le risque d'explosions sociales.

— L'économie du pays continue d'être sous le contrôle exclusif des Blancs.

— La dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud est encore très forte.

Déstabilisation quotidienne

L'Afrique du Sud essaie par tous les moyens de déstabiliser et d'affaiblir ses voisins. Par une agression militaire directe ou indirecte, par le soutien apporté à des groupes rebelles, par l'exploitation et l'attisement sans scrupule de dissensions internes ou par la destruction avant tout de l'infrastructure des transports du Mozambique.

L'engagement de Swissaid au Zimbabwe n'est pas exempt de quelques réflexions politiques. Il est important, pour le développement de l'Afrique australe, que le Zimbabwe puisse poursuivre son propre développement, ce qui est impensable sans une aide internationale.

Une population engagée

Une aide très importante pour le travail d'une organisation comme Swissaid : la volonté de tout un peuple de transformer son pays. Malgré des déceptions, la sensibilisation et la politisation des gens pendant les années de guerre civile ont peu baissé.

La population a la possibilité de s'organiser en coopératives et en groupes d'entraide; et, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, le gouvernement soutient cet effort. Lorsque peuple et gouvernement tirent à la même corde, l'aide au développement est plus intéressante, plus enthousiasmante et surtout plus efficace.

Bruno Diesen
Swissaid

NOTRE PROJET EN AFRIQUE DU SUD

Soutien à la "Sarmcol Workers Cooperative" (SAWCO). Cette coopérative a été fondée en décembre 1985 par les 1000 ouvriers et ouvrières congédié(e)s à la suite d'une grève dans une entreprise anglaise à Howick, au nord de Durban. Le but de la SAWCO est de soutenir les chômeurs noirs et de développer des établissements autogérés dans leur township. Elle est devenue un symbole du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud.

* Les dons peuvent être versés au CCP : 80 - 4228 - 7, Action Nicaragua — Afrique du Sud, Zurich. Mention : projet Afrique du Sud.

Max Frisch
En quoi le Nicaragua nous concerne-t-il ?

Les Croisés

Bien avant que n'existât une Union Soviétique, empire du mal qui tient en laisse les peuples asservis d'Amérique centrale, l'Amérique pratiquait la même politique :

1899

Les USA envoient des navires et des troupes au Nicaragua : pour protéger les possessions des citoyens nord-américains.

1903

Cuba se voit contraint de céder des territoires devant servir de base à la flotte américaine ; traité avec Cuba interdisant à ce pays de conclure des accords commerciaux avec des pays tiers sans l'autorisation des USA.

1906

Le ministre de la Défense Taft se déclare gouverneur de la République de Cuba lors d'un passage sur l'île.

1907

Traité de paix avec les Etats d'Amérique centrale basé sur le principe de la non-reconnaissance des gouvernements de ces pays qui seraient issus de troubles intérieurs.

1908

Le ministre des Affaires étrangères Root déclare : "Chaque fois que le capital américain investi se trouve menacé, une intervention militaire se justifie."

1909

Intervention militaire des USA au Nicaragua.

1912

Le ministre des Affaires étrangères Root déclare : "Ce n'est plus qu'une question de temps que le Mexique, l'Amérique centrale et les Iles Caraïbes que nous ne possédons pas encore viennent se ranger sous notre drapeau." Root reçoit le prix Nobel de la Paix et les USA bombardent et occupent le Nicaragua. Jusqu'en 1925.

1921

En Haïti, les USA désignent un Haut Commissaire investi du pouvoir absolu.

1929

Des soldats de la Marine américaine détruisent 70 localités au Nicaragua.

1963

Elections dans la République dominicaine ; Bosch est élu et immédiatement destitué par l'armée, ce qui inspire le commentaire suivant au sénateur américain Morse : "Le coup d'Etat a été payé par plusieurs entreprises américaines." — Il en alla de même, comme l'on sait, pour l'assassinat de Salvador Allende au Chili.

etc.

Tout cela au nom d'une croisade contre l'empire du mal. Peu parmi mes amis américains arrivent à comprendre que je puisse transférer un prix de littérature américain (25 000 dollars) au profit de l'aide suisse au développement au Nicaragua — parce qu'on sait bien que, là-bas, il y a des armes soviétiques, des tracteurs soviétiques ! C'est vrai. Les indigènes ne devraient-ils pas se défendre contre les armes américaines ? Apparemment, ils ne peuvent se procurer des armes suisses. Et où trouveront-ils le strict nécessaire si les USA, leur partenaire commercial principal depuis toute éternité, boycottent tout commerce avec eux ? Leur essai de s'approprier leur propre pays ne peut manquer de les rendre dépendants de l'Union Soviétique — c'est là l'artifice : comme cela, ils peuvent frapper, les croisés de Washington, les pilleurs de toujours.

Les droits de l'homme

Qu'en était-il des droits de l'homme sous la dictature de Somoza ? Washington s'en trouvait aussi peu incommodé qu'il ne l'est aujourd'hui par le régime des tortionnaires du Chili. Et El Salvador : des élections démocratiques, oui, mais avec les escadrons de la mort du gouvernement, qui ne dérangent pas Washington. Le régime du Nicaragua ose lancer une constitution qui abolit la peine de mort. Résultat : d'anciens militaires somozistes sont équipés d'armes américaines, le subside versé cette année par Washington se monte à 100 millions de dollars, plus formation de mercenaires au Honduras, et récemment au Texas, pour descendre çà et là des gens de l'aide au développement ou détruire des villages de paysans. N'est-ce pas de la terreur ? Quand des hommes-grenouille de la CIA (le ministre Weinberger n'en sait rien) minent un port nicaraguayen, ce n'est pas la guerre. Cela ne fait pas protester notre camarade Aubert à Vienne. Une condamnation par la Cour internationale de Justice de La Haye, à quoi bon ? C'est le président Reagan qui décide pour le moment ce qu'est le droit des gens.

Les mensonges de Reagan et nous

Quand le président Reagan et son ministre des Affaires étrangères Schultz proclament, l'un avec sa mine paternelle et l'autre avec une désinvolture tout aussi dénuée de scrupules, qu'un des moyens de leur politique consiste évidemment à désinformer la presse mondiale (comme ce fut le cas récemment pour la Libye), on ne saurait être accusé d'injurier un chef d'Etat étranger lorsqu'on parle du mensonge de Reagan. On ne fait là que souligner une évidence. Il va de soi que le Nicaragua n'est pas le seul mensonge de Reagan.

Ne nous reste-t-il que le silence ?

Le Conseil fédéral n'est pas l'interprète de la conscience du peuple suisse, il défend l'économie suisse. Voulons-nous faire nôtre le mensonge de Reagan (comme l'ambassadrice actuelle des Etats-Unis à Berne l'exige de ses vassaux) ou nous y refusons-nous ? C'est la question : jusqu'à quel point la Suisse, dirigée par l'économie, compromet-elle ou a-t-elle déjà compromis sa souveraineté politique et morale ?

Max Frisch
14 novembre 1986

Membre honoraire de l'Académie américaine des Arts et des Lettres, New York ;
Dr h.c. Bard College, USA ;
Membre honoraire de l'Académie américaine des Arts et des Sciences, Cambridge ;
Dr h.c. Université de New York City

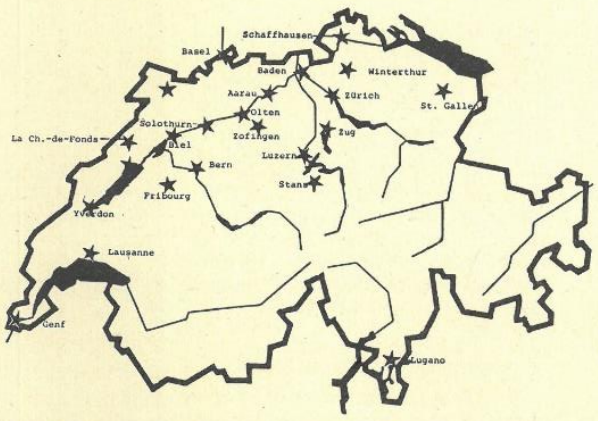
Journée nationale d'action Nicaragua/Afrique du Sud 29 novembre 1986

Cette journée nationale d'action est organisée par:

Coordination nationale des Comités Amérique Centrale
Aufruf zum Handeln (Appel à agir)
Solidarité chrétienne avec l'Amérique Centrale
Mouvement anti-apartheid suisse (Maas)
Action Boycott de l'Afrique du Sud
Action Place financière Suisse — Tiers Monde
Anti-Apartheid-Bewegung (AAB)

Elle est soutenue par:

Frères sans Frontières, GVOM, OSEO, Terre des Hommes—Suisse, section Suisse alémanique, VEGS, Communauté de travail Suisse — Amérique Centrale, MODS, Déclaration de Berne, SKAAL/ AG3W, Association Suisse — Cuba, VSU, Jeunesses socialistes — CH, PdT, POCH, JSR, PSO, PS — CH.



Des activités auront lieu le 29 dans les villes suivantes:

Aarau, Baden, Bâle, Berne, Bienne, Delémont, Fribourg, Genève, La Chaux-de-Fonds, Lausanne, Lugano, Lucerne, Neuchâtel, Olten, Schaffouse, Soleure, Stans, St. Gall, Winterthour, Yverdon, Zofingue, Zoug, Zurich.

Ce journal est édité par:
— *Coordination nationale des Comités Amérique Centrale et Anti-Apartheid-Bewegung (AAB)*
Rédaction: Mark Wyrsch, Jean-Michel Berthoud
Tirage: 20'000
Imprimerie: CEDIPS, Lausanne

Elles continuent d'aider le Nicaragua

Les organisations suivantes : Frères sans frontières, Interteam, GVOM, Eirene, HEKS et SAH, membres de UNITE continuent d'aider le Nicaragua par des projets et l'envoi de volontaires. Elles se sentent solidaires de la population du Nicaragua et soutiennent le travail de reconstruction rendu difficile à cause des agressions perpétuelles des contras. Elles s'efforcent d'informer la population suisse sur ce qui se passe au Nicaragua.

Ces organisations souhaitent que l'aide au Nicaragua soit maintenue et poursuivie.

Appel financier

Bien que la plupart des auteurs de ce journal se sont mis à disposition gratuitement, ce journal va coûter cher. Nous serions donc reconnaissant à nos lecteurs de contribuer à couvrir nos frais. Un surplus éventuel sera réparti à parts égales entre les deux projets.
Envoyez vos contributions au CCP 80 — 4228 — 7, Action Nicaragua — Afrique du Sud, Zurich.

Les chrétiens et le mouvement de solidarité

"Notre peur est le principal obstacle à l'instauration de la paix et de la justice. Nous ne pourrons nous affranchir si nous sommes les esclaves de notre appréhension, si nous craignons les conséquences de notre identification aux pauvres. Agir ainsi, ce n'est pas prendre au sérieux le Christ, son engagement et sa souffrance pour les opprimés. Il faut que les chrétiens luttent contre les structures qui maintiennent l'injustice." Tel est l'appel lancé aux chrétiens d'Europe par Miguel d'Escoto. Et c'est ainsi que je comprends également notre engagement : suivre le Dieu humain qui souffre aux côtés des opprimés ; donner notre voix aux cris des pauvres dans notre monde opulent ; apporter un soutien actif aux mouvements de libération ; considérer et modifier la situation politique dans le monde à partir de notre foi. Les processus de libération font partie de notre conception du christianisme.

Hanna Stierstadt
Mouvement théologique pour un développement solidaire